

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
06/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/08/2022

Contexte et constats

Publié sur

GÉORISQUES

SECM

chemin de la sablière jaune N20
91790 BOISSY SOUS ST YON

Références : D2022 - 0753
Code AIOT : 0006503717

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/08/2022 dans l'établissement SECM implanté LES ROCHERS 91085002 91790 BOISSY SOUS ST YON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans la reprise du suivi des carrières du département de l'Essonne par la cellule 3ESP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECM
- LES ROCHERS 91085002 91790 BOISSY SOUS ST YON
- Code AIOT : 0006503717
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-PREF-DCL-0211 du 3 juin 1999. Ce dernier a été complété par les actes suivants :

- arrêté du 30/09/2010 : changement d'exploitant au profit de la société SECM
- arrêté du 13/12/2011 : surveillance des eaux souterraines et acceptation de terres dépolluées provenant de la société BIOGENIE
- arrêté du 07/05/2020 : arrêté complémentaire modifiant les conditions de réaménagement de la

carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des entrées
- situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 03/06/1999, article III.12	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès	Arrêté Préfectoral du 03/06/1999	/	Sans objet
1	Incidents/accidents	Arrêté Préfectoral du 03/06/1999, article II.5	/	Sans objet
1	situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/06/1999, article I.3; I.4	/	Sans objet
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/12/2011, article 1	/	Sans objet
3	Station de tri/transit/regroupement de déchets du BTP	Arrêté Ministériel du 06/06/2018	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est en cours de remblaiement et va passer prochainement du statut de carrière à celui d'ISDI. L'exploitant doit installer son dispositif de détection de la radioactivité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/1999
Thème(s) : Risques accidentels, accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « [...] l'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation, des installations de traitement, des convoyeurs non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont imposées d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé. »
Constats : L'accès au site s'effectue par une voie unique avec passage sur la pesée. En dehors des heures d'ouverture, un portail bloque l'accès au site. Une clôture est présente autour du site (constat fait au niveau de la D99 et au niveau de l'entrée du site N20).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 1 : Incidents/accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/1999, article II.5
Thème(s) : Risques accidentels, accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Déclaration d'incident/accident
Constats : L'exploitant ne déclare aucun incident ou accident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 1 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/1999, article III.12
Thème(s) : Risques chroniques, remblayage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : acceptation 300 000 t/an maximum - vérification du bordereau de suivi avec la nature du dépôt - vérification visuelle et olfactive - acceptation préalable - contrôle inopiné semestriel par organisme choisi par l'exploitant - registre d'admission - portique de détection de la radioactivité
<p>Constats : Sur l'année 2021, l'exploitant a accepté 240 148 tonnes de remblais. Lors de l'arrivée du camion, celui-ci passe obligatoirement par l'accueil et la pesée. La nature du chargement est vérifiée via une caméra située en hauteur. Cette vérification est doublée par un contrôle visuel (et olfactif) lors du déchargement. La partie administrative est contrôlée au niveau de l'accueil. Le déchargement concernait des terres provenant d'un chantier sur le territoire de la commune d'Orsay.</p> <p>Le bureau d'études GEOD était présent lors de la visite : M. Dequatre qui représentait la société a indiqué qu'il procédait à un contrôle semestriel des entrées de matériaux.</p> <p>Observations : Lors de la visite, l'inspection a sollicité l'exploitant sur un camion ayant déchargé. Via le numéro de plaque FM 378 LV, le bon de décharge ainsi que la demande d'acceptation préalable (DAP) ont pu être communiqués à l'inspection. Les éléments figurant sur le bon de décharge et la DAP étaient cohérents.</p> <p>Les éléments transmis par la société GEOD par courriel en date du 3 août 2022 relatifs au dernier contrôle semestriel des entrées met en évidence que le contrôle du 1er semestre a eu lieu le 9 juin. 5 entrées ont été sélectionnées. Sur une des entrées, au regard de la quantité de matériaux indésirables non négligeable présente, les matériaux ont été redirigés vers l'installation de transit/tri interne à l'établissement. Les contrôles visuels, olfactifs et qualitatifs (analyses) sur les 4 autres entrées étaient conformes (3 prélèvements demandés dans l'arrêté encadrant le site). L'analyse de radioactivité a été réalisée via un appareil portatif compte tenu que l'établissement n'est pas encore doté d'un appareil fixe à l'entrée. L'exploitant se positionnera sur la mise en place de ce dispositif.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/1999, article I.3; I.4
Thème(s) : Situation administrative, situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : volume maximal extrait : 150 000 m³ = 220 000 t surface : 21 ha 86 a installation de traitement : 50 000 t/an</p> <p>article 2 AP de 2020 : délai d'autorisation - 5 août 2024</p> <p>porter à connaissance déposé en 2021 : terres K3+</p> <p>garantie financière</p>
<p>Constats : L'extraction de sablon est arrêtée depuis plusieurs années : l'arrêté préfectoral initial prévoyait une exploitation jusqu'au 1er septembre 2019 en prenant en compte une remise en état sur les 6 dernières années. L'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2020 a porté l'autorisation jusqu'au 5 août 2024 afin de permettre à l'exploitant d'optimiser la remise en état du site.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le site n'avait jamais accepté de terres provenant de la société BIOGENIE bien que les actes encadrant l'établissement lui permettent.</p> <p>L'exploitant a échangé récemment avec la commune de Boissy sous saint Yon sur le passage du site en installation de stockage de déchets inertes (ISDI). La commune aurait donné un accord de principe. Le dossier relatif à la demande d'enregistrement de l'ISDI serait déposé en fin d'année 2022. Un avant projet présentant le réaménagement final a été communiqué à l'inspection : celui-ci consisterait dans la suite de l'ISDI à réaliser une butte paysagère (promontoire) (rehaussement de 10 m au dessus du terrain naturel : 1,8 millions de m³). Une étude écologique a déjà été menée par le bureau d'études MICA Environnement. A l'heure actuelle, les actes administratifs encadrant le site n'imposent aucun suivi écologique.</p> <p>Les garanties financières actuelles couvrent le site jusqu'au 31 décembre 2022. L'acte de renouvellement sera à transmettre prochainement.</p>
Observations : L'exploitant a indiqué que le porter à connaissance pour l'acceptation de terres dites K3+ était toujours d'actualité. Ce document va donc faire l'objet d'une instruction par les services de la DRIEAT.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2011, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance qualité des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : surveillance semestrielle sur 3 ouvrages
Constats : Dans le cadre de son rapport annuel environnemental, l'exploitant a communiqué les résultats relatifs à la surveillance de la qualité des eaux souterraines. Les prélèvements ont été effectués les 17 mai et 15 novembre 2021. Les résultats sont homogènes sur les 2 campagnes et ne mettent pas en évidence d'anomalies.
Observations : La fréquence de prélèvement est respectée et le réseau de surveillance comporte bien 3 ouvrages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Station de tri/transit/regroupement de déchets du BTP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018
Thème(s) : Situation administrative, gestion de l'aire de travail
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : volume de déchets stocké Gestion des aires de stockage
Constats : Le jour du contrôle, le volume de déchets verts et de bois était faible (évacuations récentes réalisées). Concernant le volume du stockage de déchets en mélange (plastiques, carton....), ce dernier respectait le volume maximal de 1000 m3 (régime de déclaration).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Planche photos
SECM 3/08/2022 – Boissy sous saint Yon

Vues générales



zone déchargement



Zone de tri



Stockage DIB/déchets chantier en mélange



